

De même que la hausse des salaires permet une bonne croissance de la production \*, les nationalisations démocratiques permettent un grand développement. Les luttes ne se déroulent plus entre l'ensemble des capitalistes et les travailleurs, mais entre le pouvoir pervers des grands monopoles et "le large front anti-monopolistes des forces ouvrières et démocratiques". La mystification est à son comble, elle est rendue plus aisée par les avantages réels qu'obtiennent les travailleurs du secteur public (cf supra). Mais il y a là l'assimilation abusive des acquis réels des travailleurs à une transition pacifique vers le socialisme.

En soi les nationalisations ne peuvent être considérées comme un acquis du mouvement ouvrier, ne sont acquis que la situation et le statut des travailleurs du secteur public, ceci ne modifie en rien la nature profonde de l'intervention de l'Etat.

C'est seulement en période d'insurrection ouvrière, l'Etat des monopoles ayant été abattu, que sous le régime d'une dualité de pouvoir, les nationalisations sont un acquis du mouvement ouvrier et un pas vers le socialisme. Mais alors l'économie a été fécondée, elle est grosse d'une révolution.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

## 2<sup>ème</sup> partie : LA POLITIQUE DE RENTABILISATION DU SECTEUR PUBLIC

Elle peut se définir comme une remise en cause explicite de la place de l'Etat dans l'économie, en fonction du développement inégal des forces productives, couplée avec une tentative d'intégration de la classe ouvrière.

### A) Causes :

Pour maximiser son profit, la bourgeoisie a besoin d'utiliser l'Etat, qui en est l'émanation directe, résultante d'un compromis entre ses différentes couches contradictoires (bourgeoisie industrielle, petite bourgeoisie, artisans et commerçants...) afin :

- soit de faire supporter par la collectivité ce dont elle ne peut plus ( ex : charbonnage) ou pas encore ( ex: atome, aérospatiale) tirer des profits.

- soit que des contraintes techniques de dimension imposent une gestion centralisée ( EDF-GDF, SNCF ...)

Une des formes de cette prise en main par l'Etat étant la nationalisation.

Dans ces conditions, "la rentabilisation du secteur public" prend toute sa signification : celle d'une nouvelle répartition des cartes entre ce que la bourgeoisie veut gérer directement et ce qu'elle veut remettre entre les mains de l'Etat, doté d'une puissance économique et politique spécifique, dans une option d'ouverture à la concurrence internationale, ce qui impose aux firmes tant privées que publiques de sacrifier aux principes de la concurrence : rationalisation et recherche d'une plus grande compétitivité.